



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DIRECTION GENERALE
DES FINANCES PUBLIQUES**

*DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES
Service FRANCE DOMAINE*

7 allée Couchouren

BP 1709

29107 QUIMPER CEDEX

ddfip29.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

Affaire suivie par : Michèle CORRE
Téléphone : 06.69 98 72 48
michele.corre@dgfip.finances.gouv.fr

Référence : Dossier n° 2016-049V1003



Mairie d'ELLIANT
4, rue Brizeux
BP 3
29370 ELLIANT

- DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE

1 - Service consultant : Mairie d'ELLIANT

2 - Date de la consultation : 6 juin 2016 ; Votre référence : Affaire suivie par Annie POUPON

3 - Opération soumise au contrôle (objet et but) : Cession du chemin rural n°12, dans le cadre du projet de modification du périmètre d'exploitation de la société des Carrières Bretonnes

4 - Propriétaire : COMMUNE D'ELLIANT

5 - Description sommaire des immeubles compris dans l'opération :

Commune d'ELLIANT (Finistère)

- Références cadastrales :

Domaine Public situé près des parcelles cadastrées section G N° 674, 675 et 678

- Nature :

Chemin rural n°12, situé lieudit « Kerhoantec » à proximité du site d'exploitation des « Carrières Bretonnes », surface non communiquée par le consultant

5a - Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. – Servitudes – Eléments de plus ou moins values.

Zonage A au PLU

6 - Situation locative :

Sans objet

7 - Valeur vénale retenue: 0,50 €/m²

avec une marge de négociation de 10%

8 - Observations particulières :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspondant à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai de deux ans ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des Directions territorialement compétentes de la Direction Générale Des Finances Publiques.

Pour la Directrice Départementale des Finances Publiques,
et par délégation,
L'Inspectrice des Finances Publiques


Michèle CORRE